



alpenkonvention convention alpine convenzione delle alpi alpska konvencija



Réseau Alpin des Espaces Protégés  
Rete delle Aree Protette Alpine  
Netzwerk Alpiner Schutzgebiete  
Mreža zavarovanih območij v Alpah

# Bulletin du Réseau Alpin

## E D I T O R I A L

Ceux qui traitent quotidiennement des questions de la protection de la nature savent combien la mise en réseau des habitats et l'échange des espèces sont importants. Ceci n'est pas uniquement valable pour la nature, mais également pour la société : mise en réseau et échange sont purement et simplement d'importance vitale. La diversité culturelle et naturelle exceptionnelle des Alpes est le résultat des plus diverses influences et migrations. Après le recul des glaciers, plantes, animaux et hommes ont trouvé quelque part dans l'immense labyrinthe des chaînes montagneuses et des vallées leur niche écologique ou socio-économique, et se sont confrontés aux conditions locales souvent inhospitalières. Les hommes ne se sont pas satisfaits d'une adaptation passive à l'environnement, mais ont activement tenté de modifier le milieu en fonction de leurs besoins. C'est ainsi que des siècles, des millénaires de travail paysan ont donné lieu à la mosaïque des paysages culturels traditionnels de l'espace alpin.

Les paysages culturels font aujourd'hui partie des habitats les plus menacés, aux côtés des zones humides et des cours d'eaux naturels. La construction et l'intensification en fond de vallée, comme l'embroussaillage et la tombée en friche des pentes et zones d'altitude conduisent à une banalisation du paysage et à une réduction des espèces. Les progrès de la destruction de la diversité naturelle et culturelle de l'espace alpin effrayèrent à la fin des années 80 les ministres de l'environnement. Dès la seconde Conférence alpine le 6 novembre 1991 à Salzbourg, les ministres étaient en mesure de signer la «Convention pour la Protection des Alpes». Lors de la III<sup>ème</sup> Conférence alpine à Chambéry en 1994 les trois premiers protocoles «Agriculture de montagne», «Aménagement du territoire et développement durable» et «Protection de la nature et entretien des paysages» étaient prêts pour la signature. Après cette brillante ouverture, le processus alpin tourna court. Il fallut près de dix ans pour que tous les signataires ratifient la convention-cadre. Les négociations sur le protocole «Transport» tournèrent en rond. La mise en place d'un secrétariat permanent traîna en longueur pendant des années. Les signataires ne mirent quasiment aucun moyen à disposition pour des projets concrets de mise en application ou une information continue. C'est seulement la VI<sup>ème</sup> Conférence alpine qui permit une percée dans le domaine des transports. De plus, les ministres se résolurent enfin à lancer un appel d'offres pour un Secrétariat permanent. Enfin, toutes les parties signataires se prononcèrent pour la mise en application de la Convention alpine et de ses protocoles.

Le Réseau Alpin des Espaces Protégés joue un rôle exemplaire dans la mise en application des contenus des protocoles. L'Etat français a réalisé ici depuis 1995 un travail pionnier de valeur, et a construit à travers le Parc national des Ecrins une structure petite, mais efficace. La mise en réseau au-delà des barrières nationales et linguistiques a réussi, et l'échange intensif d'expériences dans les domaines les plus divers (de la gestion de la faune sauvage à l'entretien des paysages culturels, en passant par l'écotourisme) porte ses fruits dans le travail local. Le Réseau Alpin des Espaces Protégés entretient également un échange intensif d'informations et d'opinions avec les organisations non gouvernementales comme la CIPRA sur les questions actuelles de protection de la nature, mais aussi sur les aspects de la communication multilingue dans les quatre langues alpines officielles. Jusqu'ici, le Réseau Alpin des Espaces Protégés est resté la seule initiative publique en vue de la mise en application de la Convention alpine. Toutes les autres activités sont le fait d'initiatives privées. On compte en particulier parmi celles-ci :

- Le réseau de communes « Alliance dans les Alpes », au sein duquel maintenant plus de 100 communes se soumettent à un audit écologique sur la base de la Convention alpine.
- Le « Comité Scientifique International Recherche Alpine », qui invite tous les deux ans les chercheurs et gestionnaires au Forum Alpin interdisciplinaire.
- L'association « Ville Alpine de l'Année » qui par l'attribution du titre conduit chaque année une ville à apporter une contribution particulière à la mise en œuvre de la Convention alpine.

L'un des réseaux actifs à l'échelle des Alpes les plus anciens est la Commission Internationale pour la Protection des Alpes (CIPRA). Elle existe depuis 1952 et représente plus de 100 ONG de tous les pays alpins. Au milieu des années 80, la CIPRA lança l'idée d'une Convention alpine et en prépara les premières bases. Depuis, elle suit le processus dans les Alpes de façon critique et constructive. Lors de la VI<sup>ème</sup> Conférence alpine, la CIPRA a exprimé auprès des ministres plusieurs attentes d'ici à l'Année des Montagnes 2002. En particulier, toutes les parties signataires devraient entamer en collaboration avec les collectivités territoriales et les ONG des projets transnationaux concrets pour la mise en œuvre de la Convention alpine. De plus il est nécessaire de réserver des moyens financiers à des activités et projets de mise en œuvre de la Convention alpine.

Afin que la Convention alpine prenne une forme concrète non seulement dans la protection de la nature mais aussi dans les autres domaines, et que la mise en réseau et l'échange continuent à porter leurs fruits en vue de la protection et du développement durable de l'espace alpin.

**Andreas Weissen**  
Président de la CIPRA-International



Andreas  
WEISSEN

## SOMMAIRE

### EDITORIAL

Andreas Weissen

### PREFACE

PAGE 2

### DOSSIER

PAGE 2 À 9

**La Convention alpine, opportunité pour la montagne européenne**

V. Giuliano (I)

**Population et culture font partie des Alpes**

A. Götz (FL)

**Mise en œuvre de la Convention alpine : le «SOIA Web SIG»**

K. Placer & K. Zirm (A)

**Alliance dans les Alpes : naissance d'un Réseau**

R. Siegele (A)

**Ensemble pour les Alpes :**

**le Réseau Alpin des Espaces Protégés**

G. Plassmann (F)

**Relations publiques pour les Alpes**

G. Leeb (A)

**La recherche comme partenaire de la Convention alpine**

T. Scheurer (CH)

### VIE DU RÉSEAU

PAGE 7 À 9

**Colloque «Gestion de la forêt»**

B. Shön (A)

**Réunions du CPI**

**FT «Tourisme et cultures alpines»**

**Colloque Communication à Dobbiaco (I)**

**Gestion des ressources aquatiques**

**Envol du groupe de travail «Rapaces»**

**Modules d'exposition itinérants**

**Un dépliant commun au Réseau**

**Les espaces protégés alpins et les retombées économiques**

**Programme 2001 du Réseau Alpin**

**INTERREG III et les espaces protégés alpins**

**Coopération externe**

**2002 – Année des Montagnes**

**Parcs alpins et patrimoine mondial de l'UNESCO**

### ACTUALITÉS

PAGE 10 À 12

**Nettoyons nos paysages montagnards**

C. Grasmick (F)

**Biodiversité et espaces protégés en France**

M. Sabatier (F)

**Publications**

**Symposium International au PN Stelvio**

F. Ruffini (I)

**Annuaire des espaces protégés**

Ours

# P R E F A C E

Ce bulletin du Réseau Alpin paraît à l'occasion de la troisième Conférence Internationale des Espaces Protégés. Il traite un sujet qui est la mission même du Réseau Alpin – l'application concrète de la Convention Alpine. Le 10ème numéro du bulletin des espaces protégés alpins et la troisième conférence montrent que beaucoup de chemins ont été parcourus pendant ces 5 dernières années dans la coopération entre espaces protégés des Alpes. Il n'y a jamais eu, dans l'histoire des Alpes, un échange aussi intense entre les gestionnaires. Ils ne se sont jamais rencontrés si souvent et n'avaient jamais menés autant de projets ensemble. Aucune autre initiative étatique contribue actuellement autant à l'application de la Convention alpine que la coopération des espaces protégés réunis en réseau international. Beaucoup de choses restent encore à faire et dans ce sens, la

## *La Convention alpine, opportunité pour la montagne européenne*

Au cours du mois d'octobre l'Italie a pris la présidence de la Convention alpine. C'est une grande responsabilité car, malgré le fait que l'Année Internationale de la montagne soit proche et que l'Unesco soit en train d'évaluer l'opportunité d'inscrire les Alpes sur la Liste du patrimoine mondial de l'Humanité, la démarche de la Convention alpine a encore du mal à décoller.

Une raison de plus pour l'Europe de continuer son action de sensibilisation internationale sur les thèmes environnementaux jusqu'à se proposer promotrice de la création d'un organisme international de garantie et de protection.

Mais revenons à la Convention alpine, outil indispensable pour garantir, en même temps, la protection des équilibres naturels et la sauvegarde des intérêts légitimes des populations alpines. Avec la Convention, les Alpes peuvent projeter leur développement économique en constituant une grande entente entre économie et protection de l'environnement dont l'objectif demeure le maintien d'un territoire durable, de ses composantes naturelles et culturelles.

Sur le document original, à ancrage fortement environnementaliste, on a lancé un débat qui a impliqué de façon croissante les populations locales. C'est l'unique façon de mettre à exécution cette territorialisation des politiques environnementalistes – chaudement suggérée par la Conférence mondiale sur l'environnement de Rio de Janeiro – sans laquelle celles-ci n'ont que peu de chance de succès.

C'est seulement ainsi, en insérant pleinement les politiques pour la montagne comme politiques prioritaires pour l'Europe, qu'il sera possible d'aboutir aux résultats attendus d'une nouvelle Europe qui se construit non seulement sur les politiques monétaires ou économiques mais aussi sociales, culturelles et environnementales.

La période électorale a mis en veille jusqu'à maintenant la concrétisation des engagements italiens pour les deux années de Présidence de la Conférence alpine. Le Gouvernement précédent avait justement défini quelques priorités pour le programme de la Présidence italienne qui, nous l'espérons, ne serons pas déçues.

La continuation et la relance des activités déjà entreprises prévoyaient de compléter l'inventaire des objectifs de qualité environnementale et l'évaluation de leur exhaustivité au niveau régional ; l'accroissement des études sur la thématique des avalanches et éboulements, de les étendre aux inondations, coulées et déchets. Sur ce point le programme de travail comprenait l'institution d'une plateforme de communication afin de se protéger de manière plus efficace contre les dangers naturels. Plateforme à développer avec le parachèvement du Système d'Observation et d'Information sur les Alpes (SOIA) à travers des projets spécifiques concernant les indicateurs environnementaux (climat, eaux, risques naturels, flore et faune protégées) et socio-économiques, les télécommunications (portail web, catalogue alpin des sources de données, système d'information sur la recherche, SIG, Intranet), la cartographie (cartographie des espaces soumis à protection à différents titres). Lors de la Conférence de Lucerne, l'Italie a également présenté quelques autres actions innovantes.

troisième Conférence Internationale organisée avec le Parc national de Kalkalpen (A) sera décisive pour l'avenir du Réseau. L'Assemblée Générale qui se tiendra pendant cette conférence a comme mission de définir les grandes lignes d'un règlement intérieur du Réseau Alpin devenu indispensable après la reconnaissance du Réseau Alpin comme un des instruments d'application de la Convention alpine. Nous remercions tous les gestionnaires d'espaces protégés et autres partenaires de leur investissement et de leur volonté - fondamental pour la construction commune du Réseau Alpin et nous vous encourageons à continuer ensemble ce chemin de coopération pour la protection et le développement durable en renforçant les partenariats à l'intérieur et à l'extérieur des Alpes.

En outre, un groupe d'experts doit être constitué. Ce groupe travaillera sur le Protocole «Population et culture» afin de rédiger le plus tôt possible le texte à soumettre aux pays signataires. L'objectif minimum, est de maintenir et développer le patrimoine culturel constitué par tant de diversités qui ont su cohabiter dans l'unité de l'Arc alpin.

Parmi les autres points à l'ordre du jour de la Présidence italienne, est prévu la constitution d'un groupe de travail «Mécanismes d'élaboration et de développement», dont l'objectif sera d'élaborer une proposition pour l'évaluation périodique de la mise en application de la Convention et de ses protocoles. Est prévu également la constitution d'un groupe de travail sur l'application du chapitre IV du Protocole «Transports» pour lequel l'Italie avait l'intention de proposer sa candidature.

Enfin il reste, dans l'agenda de la Présidence italienne, une série d'actions auxquelles il n'est pas possible de déroger pour l'application concrète la Convention comme la ratification des protocoles thématiques par les Etats signataires d'ici 2002, Année internationale de la montagne. Celle-ci doit devenir une année de référence pour la mise en action des prescriptions de la Convention et un point de départ pour un programme d'initiatives orientées vers l'Agenda 21 pour le développement durable des espaces montagnards.

Le déroulement de ces programmes, selon la Présidence italienne de la Convention, devra passer inévitablement par la participation et l'impulsion à des initiatives d'échanges et de soutien réciproques avec les organismes qui appliquent la Convention du Réseau Alpin des Espaces Protégés à l'Alliance des communes alpines, de la Conférence des forêts de montagne à l'Espace Mont Blanc, des Communautés de travail transfrontalières au Forum de la Recherche Alpine.

L'Italie, entend d'autre part s'engager pour l'institution d'un Secrétariat permanent prévu par la Convention comme outil de la Conférence Alpine et point de référence pour son application dans les territoires alpins.

Dans ce but sera lancé une concertation pour le choix du siège et toutes les parties contractantes se verront inviter à mettre au point leurs propres propositions de candidatures.

L'espoir est que d'ici l'automne toutes ces intentions puissent devenir opérationnelles afin d'apporter un peu d'air à l'application de la Convention qui risque autrement de rester un des nombreux livres de rêves destinés aux rayons de la «Bibliothèque des choses impossibles». Ceci ne peut et ne doit pas advenir.

Mais pour que cela ne soit pas, les populations alpines doivent devenir les protagonistes de ce changement possible qui donnera de l'impulsion à la mise en valeur de leurs territoires pour une nouvelle économie et des emplois innovants.

A ce point, il est de leur ressort de ne pas craindre de conjuguer tradition et innovation en réclamant l'application de la Convention comme un horizon du domaine du possible et non du rêve.

Les environnementalistes, et avec eux les acteurs des espaces protégés, sont convaincus que cette voie est la bonne pour le rachat



## Population et culture font partie des Alpes

La Commission Internationale pour la Protection des Alpes CIPRA a investi beaucoup d'énergie pour la mise en œuvre de la Convention alpine. Pour la poursuite du processus de la Convention alpine, elle considère qu'un protocole « Population et Culture » serait un instrument important pour le développement durable des Alpes.

Les rares actions mises en œuvre jusqu'ici pour l'application de la Convention alpine ont été presque exclusivement entreprises par les organisations non gouvernementales. On peut citer par exemple le réseau de communes « Alliance dans les Alpes » fondé par la CIPRA, le « Rapport sur l'état des Alpes » - un ouvrage de référence sur les Alpes en quatre langues - et l'Académie d'été « Les Alpes à la une », une formation post-diplôme de la CIPRA sur les thèmes alpins. L'académie d'été aura lieu cette année pour la quatrième fois. EUROMONTANA a lancé un projet concret pour la mise en œuvre du protocole Agriculture de montagne.

### Le chemin est libre pour la mise en application

Pendant ce temps, les Etats sont plus ou moins restés en sommeil. Seule la France a initié avec le Réseau Alpin des Espaces Protégés un réseau fonctionnant d'une manière excellente. Il doit malheureusement être considéré comme pratiquement la seule initiative publique de mise en œuvre de la Convention alpine digne d'être citée. S'y ajoute l'activité du groupe de travail pour la mise en œuvre du protocole Forêts de montagne.

Après 10 ans de désaccord sur un protocole Transports, les Etats viennent de trouver une solution pour ce domaine, posant ainsi les bases d'une meilleure et plus rapide mise en œuvre de la Convention alpine. La décision de fixer en 2002 la localisation d'un Secrétariat permanent de la Convention alpine donne également l'espoir d'une mise en application plus efficace.

### Ne pas oublier la population

Huit protocoles ont été signés jusqu'ici, mais il n'existe dans la Convention alpine encore aucun « Protocole Population et Culture ». La CIPRA a rédigé un document mettant en évidence l'urgence d'un tel protocole. L'Institut pour la « Culture populaire et l'Evolution cul-

turelle » d'Innsbruck a également préparé un document exhaustif sur ce thème, en collaboration avec Pro Vita Alpina.

Le protocole « Population et Culture » doit s'adresser directement aux habitants et habitantes des Alpes, l'être humain en représenter le centre. En l'absence d'un tel protocole le triangle du développement durable de Rio est incomplet. Ceci est un signal extrêmement défavorable et inconvéniant à destination de la population de l'espace alpin.

### Encourager la diversité et la qualité de vie

L'identité régionale naît de la prise en compte approfondie de l'héritage naturel et culturel et de l'évolution des perspectives d'avenir d'une région. L'objectif d'un tel protocole doit être de construire des ponts entre les cultures à l'intérieur des Alpes et au-delà. La culture ne doit pas se limiter aux traditions et usages, mais être considérée comme un processus dynamique orienté vers l'avenir. Un protocole « Population et Culture » doit donc renfermer des perspectives d'avenir, être dynamique et considérer les Alpes comme un système ouvert.

Le protocole doit prendre en compte au même titre les aspects socioéconomiques et socioculturels. L'objectif est de conserver et développer le patrimoine naturel et culturel, garantir les ressources fondamentales de la population et assurer la meilleure qualité de vie possible aux habitants et aux visiteurs. La très forte importance d'un concept de durabilité complet est ici évidente.

### Un groupe de travail est prévu

La Conférence des Ministres de l'Environnement des pays alpins (Conférence alpine) a décidé de créer un groupe de travail sur ce thème. Cependant son objectif ne doit pas être (encore) la préparation du contenu d'un protocole, pour lequel la CIPRA a déjà présenté des propositions très détaillées. Il s'agit bien plus dans un premier temps d'esquisser une démarche adaptée et la structure possible d'un tel protocole.

Andreas Götz

## Processus de mise en œuvre de la Convention alpine : L'exemple du « SOIA WebSIG »

La signification de l'espace alpin en tant qu'interface des évolutions intra-européennes gagna une importance politique avec la signature de la Convention sur la Protection des Alpes, la « Convention alpine » (Salzbourg, 1991). Sept pays de l'espace alpin (Autriche, France, Allemagne, Italie, Slovaquie, Liechtenstein et Suisse) ainsi que la Communauté Européenne atteignaient ainsi pour la première fois un accord qui prévoit, aux côtés de l'adoption de protocoles spécifiques (par ex. le protocole Transports), des instruments de réalisation conséquents.

Des efforts de recherche communs, un suivi et une collaboration systématiques, ainsi que l'échange d'informations sur les questions juridiques, économiques, scientifiques et techniques doivent constituer la base de cette collaboration. Pour cette mise en œuvre, la Conférence des Ministres de la Convention alpine décida le 20 décembre 1994 à Chambéry (France) (sur la base du rapport d'un groupe d'experts) la mise en place d'un Système d'Observation et d'Information des Alpes (SOIA). L'importance de l'observation des Alpes pour la mise en œuvre de la Convention alpine et de ses protocoles d'application et le mandat du groupe de travail SOIA pour les deux prochaines années (jusqu'à la VIIème Conférence alpine) furent

réaffirmés dans le relevé de décisions de la VIème Conférence alpine (30 - 31 octobre 2000, Lucerne (CH)). La définition des lignes d'activité Environnement (climat, eau, risques naturels, protection de la faune et flore sauvage), Développement socioéconomique, Télécommunications et Cartographie doit permettre d'obtenir un éclairage plus précis sur des domaines thématiques particuliers.

En 2000, le Ministère fédéral pour l'agriculture et la sylviculture, l'environnement et l'exploitation de l'eau (BMLFUW) autrichien confia à l'Office fédéral de l'Environnement d'Autriche la réalisation d'une application WebSIG pour le SOIA conçue de manière à pouvoir soutenir toutes les lignes d'activités. Dans les années passées, les données géographiques ne pouvaient être analysées qu'au moyen de programmes informatiques complexes et coûteux. De ce fait, l'accès à une information spatiale n'était ouvert qu'à un cercle restreint de techniciens qualifiés. L'Office fédéral de l'Environnement autrichien identifia ce problème dès 1996 et s'engagea sur une voie nouvelle, dont de nombreuses institutions avaient alors à peine reconnu l'importance : il publia le premier WebSIG d'Autriche. Depuis, à l'aide d'un navigateur Internet (Internet Explorer, Netscape Navigator), le public intéressé peut observer des données SIG sous la forme de



Kramperl, Haute-Autriche © Réseau Alpin

cartes générées dynamiquement sur la page Internet SIG de l'Office fédéral de l'Environnement (<http://gis.ubavie.gv.at>). L'actualité ainsi gagnée renforça (et renforce encore) le degré de connaissance et d'acceptation de nombreux projets, qui sans leur présence sur Internet n'auraient jamais pu remplir leur rôle de pourvoyeur d'informations auprès du public intéressé. Les nouvelles technologies Internet permettent maintenant une fonctionnalité et une représentation des cartes dynamiques bien meilleures qu'aux débuts de la programmation WebSIG. Pour le WebSIG SOIA (<http://www.abis-gis.net>) l'Office fédéral de l'Environnement réalise actuellement une nouvelle forme d'application combinant les fonctionnalités les plus récentes à la capacité d'apprentissage intuitif des « outils SIG ». En février 2001, le thème brûlant de l'« Harmonisation des données géographiques de l'espace alpin » fut étudié plus précisément à l'Office fédéral de l'Environnement lors d'une rencontre avec les représentants du groupe de travail SOIA. Alors que les frontières administratives de l'espace alpin sont déjà disponibles sur tout le ter-

ritoire à travers SABE (Seamless Administrative Boundaries of Europe), certaines autres sources de données restent beaucoup plus difficiles à harmoniser. Les données environnementales en particulier, relevées et analysées dans les différents pays au moyen de paramètres différents, sont très rarement comparables. Des variations abruptes dans les résultats d'évaluation à la frontière entre deux Etats alpins sont un signe immédiat de l'utilisation de méthodes d'inventaire géographique différentes (par ex. données sur les sols). La ratification des protocoles de la Convention alpine confère de plus une valeur supérieure à l'espace central européen. D'une part les documents adoptés doivent avoir un effet de protection améliorée sur les zones sensibles, d'autre part un développement précis doit être encouragé afin d'empêcher exode rural et dépopulation. Les problèmes communs des Etats alpins ne peuvent être résolus qu'à travers une coopération conséquente. Le WebSIG SOIA souhaite apporter ici sa contribution, en offrant aux habitants de l'espace alpin des cartes thématiques susceptibles de faciliter l'information et

### *Alliance dans les Alpes – naissance d'un réseau*

L'idée : afin de donner vie à la Convention alpine, il faut créer un réseau. La CIPRA-International et l'AFI (Alpenforschungsinstitut, D) ont pour cela développé avec 27 communes pilotes de l'ensemble de l'Arc alpin et le soutien de l'Union Européenne un protocole d'éco-audit pour les communes des Alpes.

Les communes travaillent dans l'esprit d'Agendas Locaux dans les domaines de l'énergie, de l'aménagement du territoire, des transports, du tourisme, de l'eau, de l'agriculture de montagne, de la forêt et du traitement des déchets. Des fiches-type afin d'évaluer la situation de départ ont été développées pour tous ces domaines. Des rencontres internationales furent organisées afin de travailler dès le début avec les mêmes critères. La première eut lieu à Igls, Tyrol (A). Dès la seconde réunion à Vals (CH), les participants étaient d'accord pour reconnaître l'importance de cet échange d'expériences même au-delà de la durée du projet. Lors du 3ème échange à Bovec (SLO), les 27 communes pilotes fondèrent l'association « Réseau de communes Alliance dans les Alpes ».

Parallèlement, alors que l'association se structurait, d'autres communes allemandes et italiennes passèrent par un processus de développement analogue à celui réalisé par les communes pilotes. L'association « Réseau de communes Alliance dans les Alpes » s'est donné pour objectif d'organiser au moins deux fois par an une réunion internationale pour un échange d'expériences. En 1998 une visite d'étude de plusieurs communes suisses adhérentes fut ainsi organisée. En automne de la même année, la seconde Assemblée générale eut lieu à Oberstaufen en Allgäu (D).

L'année suivante, des communes des Alpes italiennes orientales accueillirent une visite d'étude. L'Assemblée Générale eut lieu à Naturns dans le Haut-Adige sur le thème « Agriculture de montagne et parcs naturels ». Au printemps 2000, les participants à l'excursion technique visitèrent des communes alpines de Slovénie. Les problèmes slovènes furent observés et les solutions engagées pour les résoudre étudiées. L'Assemblée générale de l'année 2000, organisée à Großraming/OÖ (A), fut placée sous le signe du thème de l'énergie : des parcs d'éoliennes aux systèmes solaires en passant par l'approvisionnement calorifique de proximité de tout un village par la biomasse, combiné à des mesures d'économies d'énergie hautement techniques. En même temps, on préparait le terrain pour garantir le succès d'une participation au programme de subventions de l'UE Interreg III.

La réunion technique du printemps 2001 nous emmènera dans les Hautes-Alpes et se situera sous le thème « Agriculture de montagne ». Dans ce contexte la « biodiversité » sous toutes ses facettes sera également traitée. L'Assemblée Générale à Schaan (FL) traitera des thèmes « Espace – Planification – Transport ». Le nombre des

communes adhérentes est passé à 110 au début 2001. La diversité linguistique pose alors un grand défi. L'ensemble des documents officiels est traduit dans les quatre langues principales français, italien, slovène et allemand, ce qui pose à l'association de sérieux problèmes financiers. Les représentants de 110 communes sur une surface de plus de 4000 km<sup>2</sup> ne peuvent naturellement pas entrer constamment et de façon personnelle en contact. La logistique est l'une des missions principales de la direction de l'association. C'est pourquoi deux canaux d'information supplémentaires furent mis en place.

Le canal traditionnel est le bulletin d'informations, le journal des adhérents, qui paraît deux fois par an. Cependant dès le début on fit appel également à l'outil électronique Internet. Par ce biais on obtient non seulement l'accès à toutes les communes adhérentes, mais aussi à une collection de plus de 200 exemples de « Projets garantissant la survie dans l'espace alpin ». Un calendrier et des informations générales sur les Alpes en font également partie.

Les communes ne veulent cependant pas jouer uniquement un rôle exemplaire. Elles veulent aussi se faire entendre pour défendre le peuplement durable des Alpes. Elles obtinrent leur premier succès avec une résolution au ministère de l'agriculture italien, qui modifia en conséquence lois et décrets de manière à maintenir la possibilité d'une commercialisation directe. La résolution décidée à Großraming sur le protocole des transports représente certainement le plus grand succès de l'histoire de l'association. Dans cette résolution il fut fait appel aux ministres de l'environnement afin qu'ils finalisent lors de la Conférence de Lucerne (CH) en octobre 2000 le protocole Transports sous la forme proposée. La résolution fut examinée à la conférence des ministres. Le résultat de la conférence répond parfaitement à la résolution.

Un des objectifs de l'association « Réseau de communes Alliance dans les Alpes » est de continuer son renforcement. Environ 200 000 des 11,2 millions d'habitants des Alpes vivent dans les communes adhérentes, soient 2%. Si 10% de la population de l'Arc alpin vivait dans une commune membre du réseau, leur voix pour une utilisation durable des Alpes serait tellement forte qu'elle ne pourrait plus être ignorée.

Un autre objectif du réseau est de nouer des contacts avec d'autres réseaux. De tels liens passent par des communes membres de plusieurs réseaux. Bad Reichenhall (D) par exemple, la Ville Alpine de l'Année 2001, est l'un des membres fondateurs du réseau. Ou encore la petite commune de Mäder (A), également un membre fondateur, qui est l'un des membres actifs du Réseau-Alliance pour le climat, un réseau pour qui la protection des Alpes n'est certes pas l'objectif initial, mais qui met en œuvre cette protection à travers ses objectifs (protection du climat mondial sous le slogan « Penser global – agir



## Ensemble pour les Alpes – le Réseau Alpin des Espaces Protégés

La décision de la création du Réseau Alpin en 1995, puis la mise en place d'une unité de coordination dès 1997, a eu pour objectif de mettre à disposition un outil d'échange entre les gestionnaires de tous les types d'espaces protégés des Alpes (plus de 300 actuellement). Le Réseau Alpin est une contribution de la France et des régions alpines françaises visant à l'application concrète de la Convention Alpine. Depuis le 30 octobre dernier (VI Conférence Alpine à Lucerne / CH), le Réseau est officiellement reconnu comme un des instruments d'application de la Convention Alpine.

Il est rattaché administrativement au Parc national des Ecrins, c'est donc un « collègue gestionnaire » qui coordonne le travail international entre les espaces protégés des Alpes à l'aide d'une équipe multilingue qui intervient notamment pour organiser des rencontres internationales, des conférences, des échanges de personnel et des voyages d'études. Elle met également à disposition un certain nombre d'outils facilitant les échanges, tout en respectant les quatre langues alpines, afin de permettre aussi aux populations et à tous les personnels des espaces protégés de participer aux projets internationaux (bulletin d'informations, site Internet avec forum de discussion, service de traduction, annuaires, expositions, dépliants, publications thématiques, cartes des espaces protégés alpins).

Le Réseau coordonne actuellement 15 groupes de travail sur des thèmes aussi variés que le monitoring des rapaces (aigle, gypaète barbu) ; les retombées économiques, la gestion des flux et les impacts de la fréquentation touristique ; la gestion des habitats sensibles – NATURA 2000 ; la gestion des eaux de montagne, de la forêt, des alpages ; les maladies des grands ongulés ; le retour des grands prédateurs ; la communication envers le grand public et des inventaires de la flore alpine. Ces groupes de travail produisent des résultats concrets et visibles de leur coopération (programmes de monitoring, harmonisation des protocoles d'observation et des inventaires, publications communes, expositions et documents de sensibilisation, projets européens concertés...) et commencent un travail de coordination entre eux dans les domaines proches.

Depuis 1997, plus de 60 rencontres, ateliers de travail, colloques et conférences ont été organisés par le Réseau Alpin et de multiples projets ont été menés ensemble. Pour la première fois, les espaces protégés des Alpes produisent des outils de communication (dépliant en toute langue alpine, expositions, dossiers etc.) sous un chapeau commun – celui du Réseau Alpin et de la Convention Alpine.

De nouvelles demandes sont aujourd'hui adressées au Réseau. A côté de son rôle classique d'animation et de coordination des groupes de travail, des projets et réalisations communs, il est de plus en plus sollicité afin de jouer un rôle de conseil et d'information pour d'autres massifs montagneux souhaitant établir également des conventions entre massifs et créer des structures semblables au Réseau Alpin. Ceci est notamment le cas des Pyrénées et des Carpates. Les derniers élaborent actuellement une convention de l'écocorridor des Carpates avec la participation du WWF.

Le Réseau Alpin est également appelé à contribuer à l'année des montagnes (2002) en proposant des projets communs aux espaces protégés alpins sur le plan international. Le Comité de Pilotage International du Réseau Alpin a, d'ores et déjà, fait quelques propositions allant dans ce sens (cf. prochain numéro). Un autre défi pour l'avenir consistera dans une « mise en réseau des réseaux » – à savoir une plus forte coopération entre les initiatives visant à l'application de la Convention Alpine (Alliance dans les Alpes, Recherche Alpine, Ville Alpine de l'année).

Le Réseau Alpin s'inscrit résolument dans la Convention Alpine, il a été créé afin de contribuer à son application concrète et constitue néanmoins une réalité incontestable au sein du dispositif de ce traité international. Il est une vitrine de la Convention Alpine perçue, vécue et palpable pour les Alpains.

Jamais dans l'histoire des Alpes, les gestionnaires d'espaces protégés n'ont eu autant d'échanges entre eux. Jamais ils ne se sont rencontrés aussi régulièrement et ne se sont véritablement connus au-delà des frontières nationales et des cultures différentes, tout comme ils n'ont jamais autant procédé à des réalisations communes, tant sur le plan des outils de gestion interne que

sur le plan de la communication vis-à-vis du grand public et des acteurs locaux. Une nouvelle



Colloque Rapaces 2001 © Réseau Alpin

## Relations publiques pour les Alpes

Ce n'est jamais qu'à l'occasion de catastrophes que « Les Alpes » sont présentes dans les salles de rédaction ; nous l'avons vu à l'occasion des incendies des tunnels du Mont Blanc et des Tauern, à Kaprun, lors des avalanches de Galtür. Exceptionnellement, on mentionne encore la chaîne qui s'étend entre la Ligurie et la Slovénie lorsqu'elle se pose en obstacle au « marché libre ».

Après l'opposition à la centrale atomique de Zwentendorf, à la construction effrénée dans la région du Nock en Carinthie (aujourd'hui un parc national) et d'autres actions de protestation, après les initiatives pour élargir l'action « Feu dans les Alpes » et mon idée de « Ville Alpine de l'Année », le moment était venu de donner le jour à un nouveau projet. « Planet Alpen » (« Planète Alpes », sous-titre : « La nouvelle image de l'espace de vie ») est ainsi né de ma formation et de mes nombreuses années de travail pour des quotidiens. Une des raisons majeures de ma décision a été le fait que la plupart des publications (par exemple celles des

parcs nationaux ou des grandes organisations comme la CIPRA, pro vita alpina ou le club alpin) sont diffusées dans des cercles fermés. Les Alpes devaient « descendre dans les kiosques », au devant des personnes qui n'étaient (et ne sont toujours) pas accessibles par d'autres moyens. Le concept prévoyait de présenter à la fois les beautés de cet espace de vie et, de manière critique, les pressions qui s'y exercent. Les acteurs les meilleurs et les plus engagés de l'espace alpin se déclarèrent spontanément prêts à participer à ce projet au niveau du contenu. Le financement dut être réalisé à travers les abonnements et les annonces. Pour ces dernières, il était important dès le départ (ce qui rendit la démarche particulièrement difficile) de ne laisser naître aucune relation de dépendance et d'exclure les produits en contradiction avec la philosophie du lecteur. De ce fait les abonnés ont une importance particulière pour la vie et la survie de « Planet Alpen ». L'avenir financier et la publication régulière de la revue ne sont garantis que dès lors que 5000 lecteurs réguliers s'acquittent des

frais d'abonnement pour quatre numéros. Avec «Planet Alpen» a également commencé une collaboration exemplaire entre les principaux magazines de l'espace alpin. Peu après la parution du numéro zéro, une collaboration rédactionnelle s'est développée avec la revue française «Alpes Magazine» (mon commentaire critique de la catastrophe de Kaprun parut seulement dans le numéro de décembre). L'été prochain nous essaierons ensemble de mettre en place un partenariat analogue avec le magazine italien «Alp». L'«AlpenBüro» de Villach travaille également à un possible «Planet Alpen» en Slovénie. La Slovénie, avec la Ville Alpine de l'Année Maribor, le parc naturel Logarska Dolina et le Parc national du Triglav, est aussi le thème du numéro actuel de «Planet Alpen». On y trouve également des articles intéressants sur par exemple «Transit : rien de va plus» ou «Danger pour la Greina». «Planet Alpen» est depuis deux ans disponible dans les kiosques, hors des «cercles fermés», et pourrait devenir, avec le soutien d'abonnés, associations, organisations et parcs naturels et nationaux, le «moyen de propagation» de toutes les questions alpines à travers l'espace germanophone. Avec une coordination

adéquate, «Planet Alpen» peut aussi aider les organisations à faire des économies. La souscription d'un abonnement de membre très intéressant garantit une place réservée dans la partie rédactionnelle ! Et l'envoi lui-même est réalisé de façon centralisée depuis Villach. Vu sous cet angle, «Planet Alpen» offre avec ses partenaires rédactionnels dans toutes les Alpes une chance unique pour la mise en réseau des organisations et des sujets les plus divers. Nous n'avons aucun état d'âme lorsqu'il s'agit de s'attaquer à des sujets brûlants, de lancer des réflexions originales et pionnières. Par ailleurs, nous ne nous satisfaisons pas de «seulement» publier une revue. L'«AlpenBüro» de Villach dépose actuellement un projet «Interreg IIIB/ Espace Alpin» pour un développement durable régional et transfrontalier de l'espace rural dans la basse vallée du Gail, le Parc naturel des Prealpi Giulie et le Parc national du Triglav.

Plus d'informations sur [www.planet-alpen.com](http://www.planet-alpen.com) avec des liens vers tous les représentants importants des questions alpines, et dans le numéro actuel de «Planet Alpen» (demander un exemplaire de

## La recherche comme partenaire de la Convention alpine

### Le Comité scientifique international Recherche Alpine

Le renforcement de la coopération au sein de l'espace alpin est une condition essentielle de la réussite de la Convention alpine. La recherche n'y fait pas exception. Afin d'encourager les collaborations entre les chercheurs actifs dans l'espace alpin, le Comité scientifique international Recherche Alpine fut fondé en 1999.

Pour promouvoir la recherche alpine, le comité organise tous les deux ans le Forum Alpin – un forum de rencontre entre les chercheurs, décideurs, administrations et praticiens. Le prochain Forum Alpin aura lieu du 23 au 27 septembre 2002 à Alpbach (Autriche) et sera consacré au thème «La nature des Alpes». Par ailleurs, le comité cherche à ancrer les thèmes de la recherche alpine dans les programmes de recherche internationaux. Une des tâches futures importante du comité consistera à identifier les intérêts de recherche liés à la Convention alpine et à les faire connaître dans les cercles de recherche. Un système d'information coordonné à l'échelle de l'Arc alpin et à travers lequel les projets de recherche, les publications et les chercheurs peuvent être consultés représente pour cela un outil central. Le Comité scientifique international Recherche Alpine est officiellement reconnu comme observateur de la Convention alpine depuis 2000. Ceci assure un contact régulier entre les autorités de la Convention alpine et les chercheurs. Le Comité souhaite mettre à profit cette situation favorable et motiver les chercheurs à s'orienter davantage à l'avenir vers les questions intéressantes du point de vue de la Convention alpine.

### Les partenaires porteurs du Comité sont les suivants :

**Italie :** Istituto Nazionale per la Ricerca Scientifica e Tecnologica  
sulla Montagna, Rome

**France :** Pôle européen universitaire et scientifique, Grenoble

**Autriche :** Steierisch Akademie der Wissenschaften, Vienne

**Allemagne :** Bayerische Akademie der Wissenschaften, Munich

**Slovénie :** Slovenian Academy of Sciences and Arts, Ljubljana

**Suisse :** Académie Suisse des Sciences Naturelles & Schweiz.  
Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften,  
Berne

Les partenaires délèguent deux représentants par pays dans le Comité (voir liste des membres).

Contact :

**Comité scientifique international Recherche Alpine**

**Secrétariat**

**Bärenplatz 2**

**CH-3011 Berne**

**Tél : (41 31) 318 70 18**

**e-mail : [icas@sanw.unibe.ch](mailto:icas@sanw.unibe.ch)**

### Membres (2001 – 2002)

Prof. Roland Psenner, Institut für Zoologie, Leopold-Franzens-Universität Innsbruck, A-Innsbruck (Président)

Prof. Axel Borsdorf, Geographisches Institut, A-Innsbruck

Dr. Jean-Jacques Brun, CEMAGREF, Dom. Universitaire, F-St-Martin-d'Hères

Prof. Bernard Debarbieux, Institut de Géographie Alpine, Université Joseph-Fourier, F-Grenoble

Prof. Horst Hagedorn, Geographisches Institut, Universität Würzburg, D-Würzburg

Prof. Dietrich Herm, Institut für Paläontologie und historische Geologie, D-Munich

Prof. Ivan Kreft, Biotehnische Fakultät Univerza v Ljubljana, SLO-Ljubljana

Dr. Flavio Ruffini, Europäische Akademie Bozen, I-Bolzano

Dr. Engelbert Ruoss, Biosphärenreservat Entlebuch, CH-Schüpfheim

Prof. Guglielmo Scaramellini, Istituto di Geografia Umana, Università degli Studi di Milano, I-Milan

Prof. Georg Grabherr, Abteilung Vegetationsökologie und Naturschutz, A-Vienne

Prof. Iwar Werlen, Institut für Sprachwissenschaft, Universität Bern, CH-Berne

Dr. Andrej Udovc, Biotechnical Faculty, SLO-Ljubljana

### Observateurs et invités

Peter Denis, Commission Européenne DG XII, B-Bruxelles

Dr. Thomas Bausch, Alpenforschungsinstitut, D-Garmisch

Prof. Paolo Cerretelli, Dip. Scienze e Tecnologie Biomediche, Università degli Studi di Milano, I-Segrate (MI)

Dr. Antonio Ciaschi, Istituto nazionale per la ricerca scientifica e tecnologica sulla montagna, I-Rome

François Gillet, Pôle Européen Universitaire et Scientifique de Grenoble, F-St-Martin-d'Hères

D r .



Prélèvement de neige © D. Gerfaut-Valentin - ASTERS (F)

Thomas Scheurer, Secrétariat du Comité, CH-Berne

## Conclusions du colloque « Gestion de la forêt »

Le thème «gestion de la forêt dans les espaces protégés alpins» fut traité par de nombreuses contributions aussi bien allemandes et italiennes que françaises et autrichiennes sous divers angles de vue : les aspects usage et gestion, observation sur le long terme et sensibilisation et communication des espaces protégés furent

abordés.

Il en est ressorti avant tout et de façon prévisible le constat d'une grande diversité des situations : diversité des objectifs de protection, diversité de problèmes rencontrés dans leur réalisation, diversité des contextes juridiques, diversité enfin des méthodes d'observation sur le long terme.



Colloque «forêts» © Réseau Alpin

Face aux différents objectifs de protection de la nature, on peut cependant dire clairement que ceux-ci, se référant aux six catégories d'espaces protégés de l'UICN, ont une même valeur pour ladite protection.

Indépendamment de la catégorie UICN de l'espace, il est souvent difficile pour l'organisme gestionnaire de cet espace de mettre en œuvre ses propres objectifs. Ainsi, l'indemnisation insuffisante des propriétaires terriens pour les limita-

tions subies se révèle être un obstacle important notamment dans les espaces protégés français et italiens.

Un monitoring concernant le milieu naturel et les visiteurs est souvent mis en œuvre, en revanche un monitoring sur l'efficacité du travail de sensibilisation et de communication fait en règle générale encore défaut.

Un objectif essentiel de la coopération des espaces protégés au sein du Réseau réside également dans l'apprentissage mutuel et la mise en œuvre de stratégies communes de protection de la nature. Pour cela, il est nécessaire d'élaborer des standards comparables et malgré une diversité apparente, de mettre au premier plan la recherche d'un ensemble commun. C'est uniquement ainsi qu'il sera enfin possible de passer d'un monitoring sur la mise en place de standards minimums communs à des objectifs communs et de cette

## Réunions du Comité de Pilotage International à Laufen (D) et à Tiers (I)

La réunion annuelle du Comité de Pilotage International a eu lieu le 16 février 2001 à l'Académie pour la Protection de la Nature de Laufen (D). Le CPI a notamment travaillé sur un règlement intérieur pour le Réseau Alpin afin de donner plus de structuration au Réseau après la reconnaissance officielle comme un des instruments d'application de la Convention Alpine. Ce règlement sera soumis à l'Assemblée Générale lors de la 3ème Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpins dans le Parc national de Kalkalpen (A) les 7, 8 et 9 juin prochains. Il a également proposé des actions pour 2002 – année des montagnes (cf. article spécifique p 9) et a validé le programme d'actions 2001 du Réseau Alpin. Le CPI s'est réuni une nouvelle fois, en session extraordinaire, le 18 avril 2001 à Tiers / Bolzano (I) afin d'élaborer davantage le règlement intérieur et de définir précisément des actions 2002. La question de la coopération externe – avec d'autres massifs montagneux de l'Europe et l'opportunité d'une inscription de certains espaces protégés dans le patrimoine mondial de l'UNESCO ont également été abordées.

## Forum de travail « Tourisme et Cultures Alpines »

### Groupe de travail tourisme

De nouveaux projets ont été décidés :

#### Définition et validation des indicateurs communs d'évaluation de la fréquentation touristique

L'objectif principal du groupe est de pouvoir discuter et échanger des informations grâce à des données plus précises et comparables en matière de fréquentation touristique pour pouvoir développer une « gestion commune des problèmes communs » au delà des frontières étatiques.

#### Projet d'étude sur l'évolution du profil des visiteurs et de leurs attentes dans les espaces protégés alpins

Il est proposé d'orienter ce projet d'étude vers une analyse des flux et de la clientèle à l'échelle des régions alpines en ajoutant quelques questions simplifiées sur la motivation, les souhaits des visiteurs.

#### Les impacts du tourisme sur le milieu naturel

Le groupe de travail a souhaité élargir le thème initialement nommé : « détermination des plus grands impacts du tourisme sur la faune sauvage et exemples de gestion » à la globalité du milieu naturel.

#### Concept de recueil des «Exemples de bonne gestion» de la fréquentation touristique

La présentation d'exemples de bonne gestion a comme objectif de démontrer le rôle des espaces protégés dans le développement de mesures pour un tourisme durable et d'aider à la mise en place de mesures efficaces dans d'autres espaces protégés.

### Groupe de travail « Cultures Alpines »

Architecture traditionnelle, maintien et transfert aux générations futures du savoir-faire en matière d'architecture, de patrimoine bâti et d'éléments paysagers.

Le sous-groupe «architecture et savoir-faire» lance un appel à participation quant au projet sur le maintien et le transfert du savoir faire.

#### Offre culturelle des espaces protégés alpins

Le groupe décide de procéder à un recensement de l'offre culturelle proposée ou soutenue par les espaces protégés alpins. L'offre culturelle des espaces protégés peut à la fois concerner le matériel (paysages construits et traditionnels, publications, bâti...) et l'immatériel (coutumes, traditions, musique...).

#### Pratiques culturelles

Il s'agit ici du volet immatériel des cultures alpines comme décrites auparavant (coutumes, traditions, art). Un échange d'informations quant aux méthodes utilisées pour leur maintien et la contribution des espaces protégés dans ce domaine est envisagé dans le cadre de l'élaboration d'un protocole « Populations et cultures alpines » au sein de la Convention Alpine.

Equipe, Réseau Alpin



Forum «Tourisme et culture Alpines» © Réseau Alpin



## Colloque Communication à Dobbiaco (I)

Le groupe communication du Réseau Alpin a organisé en collaboration avec le Service des Parcs naturels du Haut Adige un colloque sur les stratégies de communication dans les espaces protégés des Alpes du 29 au 30 mars dernier. Plus de 65 participants ont échangé des informations quant à leurs méthodes et outils (compte-rendu disponible sur le site Internet ou sur simple demande au Réseau Alpin). Le groupe communication a également proposé des actions pour 2002 – année des montagnes (cf. article spécifique p 9). Après l'achèvement de l'exposition commune du Réseau Alpin et le dépliant l'accompagnant (disponibles au Réseau), le groupe souhaite maintenant développer d'autres produits

### Envol...

#### ...du groupe de travail «Rapaces»



C'est parti ! Les différentes rencontres organisées sur le thème des rapaces (Aigle royal, Gypaète barbu, Vautour fauve) commencent à porter leurs fruits. L'un des plus anciens groupes de travail du Réseau

Alpin a élaboré, parallèlement à ses actions de suivi (monitoring gypaète et aigle), un dépliant destiné au grand public et plus particulièrement aux amateurs de sports de nature. Simple, le dépliant se veut être un outil d'information quant aux dérangements pouvant être générés par tout un chacun lors de la pratique de sports de nature. Ces dérangements souvent dus à la méconnaissance des comportements animaliers sont difficiles à gérer et provoquent malheureusement de gros dommages dans les populations de rapaces. Ce dépliant est le premier d'une nouvelle série thématique dont le prochain sur les «habitats» est d'ores et déjà en préparation. Afin de bénéficier de prix intéressants, les commandes sont regroupées par l'équipe de coordination à Gap (F). Les dépliants seront ensuite facturés selon la quantité désirée à l'organisme gestionnaire demandeur. Tous les dépliants du Réseau Alpin sont disponibles dans les quatre

communs, notamment la brochure (catalogue) des espaces protégés alpins, déjà proposée en 1999. Le groupe souligne également l'importance de définir précisément une charte graphique pour le Réseau Alpin afin de disposer d'une identification commune forte. Le Club alpin allemand (M. Manfred Berger) propose de réaliser un dépliant expliquant au grand public et aux usagers de la montagne (randonneurs, alpinistes, touristes...) les différents statuts des espaces protégés et leur niveau de protection. Une coopération avec les clubs alpins est souhaitable pour la réalisation et la dif-

### Modules d'exposition itinérants à disposition

Dans le cadre des activités du groupe de travail «Communication», un grand chantier avait débuté voilà quelques temps par la réalisation de produits de communication présentant l'ensemble des espaces protégés alpins au grand public. Les modules d'exposition ont été la première pierre, un dépliant commun a suivi. Le premier module est composé de la carte des espaces protégés dernièrement actualisée et le second donne brièvement un panorama des objectifs poursuivis. Ces modules ainsi que le dépliant commun n'ont pu être réalisés que grâce à la banque d'images commune à laquelle un grand nombre de gestionnaires a participé. Très faciles et rapides à monter et démonter, ces modules peuvent être mis gratuitement à disposition des gestionnaires d'espaces protégés alpins souhaitant les exposer dans un centre de visiteurs ou lors d'une manifestation particulière. Certains gestionnaires en ont d'ores et déjà fait l'acquisition. Selon le calendrier et les priorités, ils pourront également être prêtés à d'autres organismes lors de rencontres internationales. Pour une bonne coordina-



le s  
orga-

### Nouveauté !

#### un dépliant commun au Réseau



Lié aux modules d'exposition (voir article ci-dessus), il existe maintenant un dépliant commun à l'ensemble des espaces protégés de l'Arc alpin. Après cinq années de travail effectif du Réseau Alpin des Espaces Protégés, il devenait indispensable de promouvoir auprès du grand public cette synergie d'actions en matière de protection de la nature. Elaboré par le groupe de travail «Communication», le dépliant doit permettre aux visiteurs et aux touristes de tous bords d'appréhender l'espace alpin par ses aires protégées, véritables corridors écologiques dans un massif tellement exploité. Il explique et montre au grand public le pourquoi des espaces protégés et le travail réalisé en commun pour qu'existe une véritable cohérence dans les efforts fournis pour la sauvegarde du patrimoine naturel et culturel alpin. Contrairement aux produits thématiques, ce dépliant se veut être un document général, une base dans l'ensemble des outils de communication du Réseau Alpin. Disponible en toute langue alpine, le dépliant peut être fourni sur commande par l'équipe de coordination à Gap. Le mode d'acquisition demeure identique à celui des dépliants thématiques (regroupement des commandes et facturation selon la quantité souhaitée).

## Coopération dans la gestion des ressources aquatiques

Le groupe de travail s'est accordé, lors de l'atelier de travail «eau» organisé dans le Parc régional de Skocjanske jame (SI) en avril dernier, sur un projet commun visant le monitoring des ressources aquatiques au niveau du bassin versant. Il s'agit d'un monitoring des sources, des eaux courantes et des lacs de petite taille. Le groupe travaillera à la fois sur une méthode harmonisée de suivi de la qualité des eaux et sur des concepts de communication envers le grand public et les usagers afin de réduire en amont toute dégradation de la ressource. Le cas particulier du karst sera pris en compte, de nombreux partenaires sont en effet des espaces protégés en milieu karstique. Le pilotage de ce projet Interreg III B sera probablement assuré par le Parc national de Berchtesgaden (D). Le compte-rendu complet est disponible au Réseau et sur le site Internet (Forum de discussion, groupe

## Les espaces protégés alpins et les retombées économiques



L'étude sur les espaces protégés, leur fréquentation et leurs retombées économiques, à laquelle ont participé 35 parcs (nationaux, régionaux et naturels) alpins vient d'être publiée. Tous les parcs

ayant participé à ce travail ont reçu des exemplaires. L'étude est disponible en langue italienne, française et allemande – s'adresser au Réseau Alpin. Le groupe de travail tourisme qui a piloté cette étude a prévu, après cette première expérience d'autres projets communs. Le grand atout de ce travail en international est de pouvoir comparer les situations dans les différentes régions alpines et d'analyser les réponses apportées par les gestionnaires à certains types de problèmes. L'étude de l'opportunité du transfert de certaines mesures, connaissant des succès, à d'autres espaces protégés sera la suite logique de cette démarche.



## Coopération externe : Pôle Montagne Europe

Sur proposition du Ministère français de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, le Comité de Pilotage International décide de coopérer plus étroitement, dans le cadre de demandes spécifiques, avec des massifs montagneux de l'Europe qui souhaitent établir des réseaux comparables au Réseau Alpin. Il ne s'agit pas d'un élargissement du Réseau Alpin mais d'une aide pour le montage de réseaux de coopération entre espaces protégés dans d'autres massifs montagneux. Une coopération entre réseaux existants est par la suite envisagée. La prise de contact, notamment avec le massif des Carpates qui est actuellement en train d'élaborer une «Convention de l'écorégion des Carpates» est à entreprendre. Le WWF est un interlocuteur important puisqu'il est un des organismes initiateurs de ce projet. Des contacts avec les Pyrénées existent déjà et sont à intensifier. Ces deux massifs constituent le prolongement géographique de l'Arc alpin et connaissent certaines problématiques comparables à celles des Alpes.

## Parcs alpins et patrimoine mondial de l'UNESCO

Des parcs alpins se sont engagés individuellement dans une démarche de reconnaissance de leur territoire comme patrimoine mondial de l'UNESCO. Quelques parcs alpins de l'espace franco-italien proposent l'élaboration d'un dossier commun afin de démontrer la nécessité d'inscrire le massif alpin au registre des «Paysages culturels» mais également certaines entités à protection forte (espaces protégés) comme «Sites naturels». Ce projet sera soumis à l'Assemblée Générale le 7 juin 2001. Pour plus d'informations contacter le Réseau Alpin.



Massif des Alpi Feltrine © E. CANAL - PNDB (I)

## Programme INTERREG III et les espaces protégés alpins

Le dossier de programmation INTERREG III B - Espace Alpin est désormais disponible sur le site Internet du Réseau Alpin (rubrique : Alpes/Europe). Ce dossier qui existe exclusivement en version anglaise a été validé par l'Europe dans sa version du 14 décembre dernier. Dans ce dossier, le Réseau Alpin a été cité à plusieurs endroits comme un des partenaires d'application du programme. Nous prions tous les gestionnaires souhaitant monter un projet international dans ce cadre de se référer à ce dossier. Les coordinateurs des groupes de travail du Réseau Alpin ayant des projets précis sont priés de contacter rapidement leurs collègues afin d'établir des partenariats opérationnels par rapport à ces projets. L'appel à candidature ne devrait pas intervenir avant la deuxième moitié de l'année. Pour toute information s'adresser au Réseau Alpin.

## 2002 – Année des Montagnes

Le Comité de Pilotage du Réseau Alpin et le groupe de travail communication ont fait des propositions sur des actions pour 2002 «Année des montagnes» dans le cadre de la coopération internationale transalpine au sein du Réseau Alpin. Parmi les propositions a été retenu par le CPI un titre commun à toutes les actions : «Montagnes mythiques dans les espaces protégés». Une grande manifestation devrait voir le jour autour du Mont Blanc, toit des Alpes. Des actions locales pourraient être menées au sein de chaque espace protégé. Afin de donner une structure cohérente à toutes les actions au sein du Réseau Alpin, il est proposé de monter une exposition commune itinérante réalisée dès 2002 et qui sera évolutive par la suite. Un catalogue et un CD-Rom accompagnant cette exposition ont été également proposés. Afin de réaliser cette exposition professionnelle commune, il est indispensable de procéder à un financement commun. La somme estimée par espace protégé participant est de 5000 Euro. Des panneaux par espace protégé sont prévus

donnant quelques informations les concernant : ses enjeux et attraits principaux, la (les) montagne(s) mythique(s) (histoire, alpinisme, tourisme, légendes, œuvres d'art...). L'exposition pourrait être inaugurée lors de la manifestation centrale qui devrait se dérouler à proximité du Mont Blanc et pourrait ensuite voyager dans les espaces protégés participant pour des manifestations parallèles locales (chaque espace ayant sa montagne mythique, emblématique). On peut s'imaginer des projections de film, conférences, excursions... pour la population locale. Ces manifestations locales et régionales pourraient être organisées dans la ville la plus proche («le parc dans la ville...») ou sur le territoire de l'espace protégé («la ville dans le parc...»). Les actions devraient bénéficier d'une couverture médiatique importante. L'aspect le plus important sera l'identification commune des espaces protégés alpins - des actions parallèles au sein d'un réseau international - afin de communiquer aussi sur l'application concrète de la Convention alpine.

## Programme 2001 du Réseau Alpin

Le programme 2001 du Réseau Alpin est basé sur les décisions des différents groupes de travail (actuellement 15) quant à la réalisation de projets communs. L'harmonisation des méthodes de monitoring (groupes rapaces et ongulés), la réalisation d'inventaires communs et le suivi des espèces prioritaires des espaces protégés (groupes flore alpine et habitats alpins), l'élaboration d'outils de communications comme des modules d'expositions, des dépliants communs à tous les espaces protégés, des cahiers techniques (dossiers du Réseau Alpin) sur des thématiques précises et l'organisation de rencontres (ateliers de travail, colloques, conférences) entre gestionnaires constituent l'essentiel du programme 2001. A ces actions se rajoutent des projets spécifiques : l'établissement d'un concept de formation sur les questions liées à la protection de la nature dans les Alpes et le rôle des espaces protégés (cible : jeunes visiteurs des espaces protégés et scolaires) ; l'élaboration d'un inventaire des sites NATURA 2000 gérés par les espaces protégés alpins ; la publication d'un dossier sur l'offre touristique et culturelle des espaces protégés alpins ainsi que la mise en place de certains documents destinés au grand public. Pour toute précision et proposition de collaboration, merci de contacter l'équipe du Réseau Alpin.

## Installations obsolètes : nettoyons nos paysages montagnards

Mountain Wilderness France est une association de «protection de la montagne sous tous ses aspects». Ce mouvement international a été créé en 1987 à Biella en Italie par des alpinistes soucieux de la préservation de la montagne.

Aujourd'hui, MW France lance une étude / action sur les ruines qui enlaidissent et envahissent les montagnes depuis des années.

Il s'agit de ne plus se voiler la face et de les montrer du doigt. Pourquoi ? Pour agir, analyser cet état de fait, le prendre en charge et nous donner les moyens du respect.

Faire le ménage dans nos paysages montagnards n'est pas une utopie. La montagne française et les montagnards peuvent et doivent investir aujourd'hui dans la réhabilitation des sites dégradés par les impérities du passé et œuvrer à leur valorisation et préservation.

MW y travaille aujourd'hui avec votre aide, en vous proposant de participer à un grand recensement (demander des fiches de relevé et la présentation du projet au secrétariat) afin de recouvrer un peu de la «wilderness» perdue, pour nous tous et les générations qui suivront.

Qui n'a pas un jour, lors d'une randonnée ou d'une course en montagne, fait l'amère expérience de tomber nez à nez avec des constructions abandonnées d'origine touristique, industrielle, agricole, militaire... ?

Pylônes et câbles de remontées mécaniques, petits bâtiments à vocations diverses, installations EDF, passerelles, conduites, etc., ces installations qui n'ont plus d'usage marquent souvent le paysage comme de véritables cicatrices. Elles matérialisent la déresponsabilisation des acteurs en fin d'utilisation.

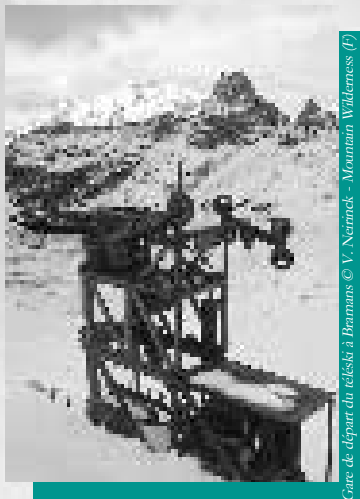
MW engage avec la collaboration d'associations, notamment «Paysages de France», le CIAPM (Comité international des associations pour la protection du Mont-Blanc), et des gestionnaires d'espaces protégés montagnards un travail comportant trois volets :

### 1- Le recensement de ces installations, dans les limites suivantes :

- Installations ayant un impact important sur le milieu construites

avec des matériaux exogènes et artificiels. (Les expériences d'opérations de nettoyage déjà effectuées et les possibilités de revalorisation de certaines ruines seront des éléments importants pour compléter l'analyse).

- Géographiquement : les espaces protégés des montagnes françaises (parcs nationaux et régionaux, réserves naturelles, sites classés) et le territoire de l'Espace Mont-Blanc.



Gare de départ du télésiège à Bernans © V. Narmack - Mountain Wilderness (P)

### 2 - le démontage d'installations :

MW entend démontrer la faisabilité du nettoyage et souhaite procéder, à titre d'exemple, à deux démontages. Des projets ont été ciblés dans la zone centrale et la zone périphérique de deux Parcs nationaux.

### 3 - Une étude théorique ayant deux objectifs :

- A moyen terme, l'enlèvement effectif des installations obsolètes. En s'appuyant sur les résultats du recensement, il s'agit de mettre en place un guide utilisable pour tout aménagement abandonné.

- A plus long terme, la non-apparition de nouvelles ruines. L'intégration du coût du

nettoyage dès la mise en route d'un nouvel aménagement, l'analyse de politiques efficaces menées à l'étranger, ainsi que diverses alternatives seront étudiées.

2001 est l'année de la mise en place du recensement, de la définition des deux projets de démontage en étroite collaboration avec les différents partenaires. Tout sera alors prêt, pour qu'en 2002, nous puissions effectuer du «ménage dans nos alpages», un objectif que nous souhaitons partager avec tous les acteurs concernés.

**Carmen Grasmick**

**Pour en savoir plus, contactez  
Mountain Wilderness  
5 Place Bir-Hakelm  
38 000 Grenoble**

## France : Biodiversité et espaces protégés – Gérer ou s'abstenir de gérer

Actuellement, en France le milieu montagnard est assez bien représenté dans le réseau d'espaces protégés (et tout particulièrement les parcs nationaux). La France est au croisement de quatre zones bio-géographiques avec des aspects montagnards et méditerranéens, assez bien couverts par les parcs nationaux, et des aspects atlantiques et continentaux où il reste à trouver des zones d'exemplarité.

On ne parlait pas de « biodiversité » lorsque les premiers parcs nationaux ont été mis en place en France, mais derrière cette vitrine prestigieuse, tout un processus d'études, de mesures de conservation et d'accompagnement économique a permis de véritablement mettre en pratique une gestion dynamique qui est tout à fait en harmonie avec la perspective de la protection de la biodiversité.

### Que gérer : des espèces ? des paysages ? des actions ?

Il faut veiller à ce que la diversité biologique, voire la diversité des paysages -qui est une notion culturelle qui ne recouvre pas exactement la première- soit maintenue : dans certains domaines il faut, pour cela, ne rien faire, dans d'autres il faut faire et il ne suffit pas toujours de continuer comme par le passé. Les grandes

théories n'y suffisent pas, il faut surtout s'intéresser aux cas concrets.

Dans le domaine de conservation génétique, il fallait mettre en place des structures stables :

Il existe les conservatoires botaniques nationaux de Porquerolles (Parc national de Port-Cros) et de Gap-Charance (Parc national des Ecrins) pour la conservation en banques de gènes ou in situ des espèces végétales rares et menacées, particulièrement les souches anciennes des végétaux cultivés de la région méditerranéenne et des Alpes méridionales.

### Dans le domaine du pastoralisme, aussi, il était urgent de « faire » :

Dans le Parc national des Pyrénées, l'aménagement des cabanes pastorales a permis de conserver des pâturages d'altitude dans des zones qui auraient pu être transformées en parcours pour le ski de fond : or, on sait maintenant que les zones d'estive sont des zones de grande richesse biologique dans la chaîne des Pyrénées.

Dans les Parcs nationaux du Mercantour et de la Vanoise, l'étude de l'évolution des pelouses d'altitude et des prairies, en fonction de leur gestion par les ongulés sauvages ou domestiques ou par la



fauchaison, a permis de comprendre comment les espèces naturelles utilisaient le milieu et s'adaptait à la pression humaine. Des essais expérimentaux de modification de la gestion pastorale ont permis de constater qu'on pouvait avoir de nouveaux des ongulés sauvages et des téttras-lyres dans des zones où ils tendaient vers l'élimination du fait de la pression humaine. Par contre, cette modification de gestion a provoqué la régression localisée de populations d'insectes (Criquet de Sibérie). L'ensemble ne s'est pas traduit par une régression des activités humaines mais par un changement d'équilibre, en fonction d'une priorité donnée, qui tient compte maintenant de la concurrence qui se manifeste dans l'utilisation des espaces.

#### **Des études de diagnostic pastoral ont été engagées aussi dans le Parc national des Ecrins.**

Dans la perspective d'une biodiversité maximum, il faut non seulement envisager de maintenir la diversité actuelle mais éventuellement reconstituer le capital biologique autorisé par le potentiel existant, voire améliorer ce potentiel :

De nombreuses opérations de réintroductions ont été menées dans ce sens par plusieurs parcs nationaux (Cévennes, Vanoise, Mercantour, Ecrins) : bouquetin, cervidés, gypaète barbu, vautour fauve, grand téttras, castor, écrevisse... D'autres sont en projet

(Bouquetin ibérique). Toutes ces opérations impliquent des études de faisabilité préalables (vérifier que les causes qui ont engendré la disparition ne soient plus agissantes et que le milieu naturel soit favorable), des bilans et une gestion des populations (études des conséquences de l'introduction sur les formations végétales et la faune pré-existante et bilan économique global pour l'économie locale : élevage, forêt, tourisme).

Dans le domaine de la protection des paysages, la qualité des paysages est liée autant à l'évolution de l'espace (et donc des pratiques qui s'y exercent) qu'aux aménagements ponctuels :

L'aspect réglementaire n'est jamais négligeable mais il ne fonctionne pas seul : s'y ajoutent la capacité d'expertise des Parcs (leurs services techniques d'aide architecturale par exemple...) et les financements qu'ils apportent dans les projets de valorisation de l'architecture rurale traditionnelle.

Ces trois niveaux d'intervention (les activités humaines, les espèces, les paysages) se regroupent constamment et la complexité du fonctionnement global fait qu'il n'y a pas de modèle unique, ni dans l'espace (qui fonctionnerait partout) ni dans le temps (qui fonctionnerait tout le temps). Il faut donc privilégier les ajustements progressifs et travailler avec les gestionnaires de l'espace que sont -dans les parcs nationaux français où l'Etat n'est pas le seul propriétaire du sol- les propriétaires fonciers, les agricul-

### *Publications*



#### **LES ACTES DU RÉSEAU ALPIN**

Les actes de la 11<sup>ème</sup> Conférence Internationale des Espaces Protégés Alpains réalisés au bon soin du Parc national du Grand Paradis sont aujourd'hui édités. Premier volume de la série Les Actes du Réseau Alpin, il regroupe l'ensemble des interventions faites lors de la manifestation dont le thème était «Faune sauvage et Convention alpine». La conférence qui s'est déroulée à Pollein a également permis de faire le point des actions du Réseau Alpin après 2 ans d'existence et de soumettre au vote de l'Assemblée générale le programme futur.

**Document en 4 langues alpines disponible auprès du Parc national du Grand Paradis (Aoste) ou de l'unité de coordination (Gap).**



#### **DIE ALPENKONVENTION -EINE DOKUMENTATION**

Le dernier numéro de la série «Aménagement du Territoire Alpin» publiée par le club alpin autrichien est consacré à la Convention alpine. Faisant suite à la signature par l'Autriche des huit protocoles d'application en octobre 2000, cet ouvrage se veut un document complet et facile d'accès sur le contenu et l'état d'avancement de la Convention alpine. La Convention - cadre et les protocoles sont reproduits dans leur intégralité et accompagnés d'une présentation des grandes dates de la Convention et du déroulement des négociations. Une bibliographie très complète d'une cinquantaine de pages contribue à faire de ce numéro une très bonne introduction aux problématiques de la Convention alpine.



#### **DIE REGIONALWIRTSCHAFTLICHE BEDEUTUNG DES NATIONALPARKTOURISMUS**

En juin 1998, lors des rencontres du Groupe de travail « Tourisme » à Chambéry, Irène Küpfer, chercheuse en géographie à Zurich, avait présenté les résultats intermédiaires de son étude sur l'impact économique du Parc National Suisse sur l'économie locale. La version définitive de ce travail est désormais publiée dans la série des travaux scientifiques de ce même parc. S'appuyant à la fois sur une réflexion préalable sur les concepts, les modèles économiques utiles et l'état de la recherche dans d'autres parcs nationaux et sur une vaste étude empirique, Irene Küpfer parvient à réaliser une évaluation quantitative fine de la place économique du Parc dans son environnement.

**Nationalpark - Forschung in der Schweiz N°90 / Zerne 2000, 144 p.**



#### **LA FLORE DU PARC NATIONAL DOLOMITI BELLUNESI**

Une cassette vidéo qui propose un voyage à la découverte de l'extraordinaire richesse floristique, connue depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle, des montagnes du Parc National Dolomiti Bellunesi.

**Parc National Dolomiti Bellunesi, 2000, 29 min.**



#### **CATALOGUE DE L'EXPOSITION « IL DILUVIO UNIVERSALE »**

Un volume illustré qui nous permet de parcourir de nouveau l'exposition "Il Diluvio Universale", organisée par le Museo Tridentino di Scienze Naturali et par la Provincia Autonoma di Trento, en nous présentant de nouveau les idées et les suggestions de l'exposition. Le catalogue de l'exposition propose une approche multidisciplinaire identique à l'esprit de cette dernière. Il offre ainsi, des inspirations et des réflexions intéressantes sur la façon contemporaine de faire de la « muséologie ».



#### **VÉGÉTATION, FAUNE ET PAYSAGE DU PARC NATUREL DOLOMITI FRIULANE**

Trois cassettes vidéo pour s'aventurer dans des parcours passionnants à la découverte des différents protagonistes et aspects du paysage du Parc Naturel Dolomiti Friulane. Initiative réalisée par la Commune de Cimolais avec les financements du projet 5B Mesures des « Parcs Naturels ».

## Symposium International des jeunes chercheurs au Parc National du Stelvio

Du 26 au 28 Septembre 2001 se tiendra dans la commune de Stelvio le symposium scientifique « Interdisciplinary Mountain Research ». Grâce à ce symposium, on veut offrir à de jeunes chercheurs, la possibilité de présenter leurs travaux scientifiques à un large public ainsi que de les publier dans une monographie. Les chercheurs qui présenteront leurs travaux doivent avoir moins de 36 ans. Les travaux peuvent être présentés soit sous forme d'une communication soit sous forme de tableau. Les thèmes choisis devront être inhérents au développement durable dans les zones de montagne et devront être classés parmi les sujets suivants :

- Ecologie et protection de la nature dans les espaces montagneux
- Activités économiques dans les zones de montagne
- Vie sociale dans l'environnement de la montagne.

L'Accademia Europea di Bolzano, Area « Ambiente Alpino », Via Weggenstein 12/a, I-39100 Bolzano (e-mail : [youngconference@eurac.edu](mailto:youngconference@eurac.edu)). Pour de plus amples informations : <http://www.eurac.edu/youngconference>

## Annuaire des espaces protégés alpins 2001

L'annuaire 2001 est sorti... Nous vous livrons en avant première les plus importantes modifications depuis notre dernière version de 1998.

### FRANCE

MASSIFS CONCORDS-SAINTE VICTOIRE  
Cyrille NAUDY  
24, rue Mignet  
F - 13100 AIX-EN-PROVENCE  
Tel: ++33 / (0)4 / 42 96 33 79  
Fax: ++33 / (0)4 / 42 63 09 32  
E-mail: [si.sainte victoire@wanadoo.fr](mailto:si.sainte victoire@wanadoo.fr)

### ITALIE

RISERVA NATURALE DEI LAGHI DI DOBERDO E PIETRAROSA  
RISERVA NATURALE DEL LAGO DI CORNINO  
RISERVA NATURALE DEL MONTE ORSARIO  
RISERVA NATURALE DELLA VAL ROSANDRA  
Daniel JARC  
Sistiana 54/D  
I - 34019 SISTIANA - DUINO AURISINA  
Tel: ++39 / 040 / 29 14 60  
Fax: ++39 / 040 / 29 14 40  
E-mail: [s.natura@regione.fvg.it](mailto:s.natura@regione.fvg.it)  
<http://www.parks.it>

### AUTRICHE

NATURPARK GESCHRIEBENSTEIN  
NATURPARK STEIRISCHE EISENWURZEN  
NATURPARK GREBENZEN  
NATURPARK PÖLLAUER TAL  
NATURPARK SÖLKTÄLER  
NATURPARK ÖTSCHER – TORMÄUER  
NATURPARK EICHENHAIN  
NATURPARK FÖHRENBERGE  
NATURPARK SPARBACH  
NATURPARK HOHE WAND  
NATURPARK SIERNINGTAL - FLATZER WAND  
NATURPARK SEEBENSTEIN  
NATURPARK EISENWURZEN  
NATURPARK BUCHENBERG  
NATURPARK GESCHRIEBENSTEIN  
Toutes les informations concernant les parcs naturels autrichiens sont accessibles sur le site Internet à l'adresse suivante :

<http://www.naturparke.at>

### SUISSE

PARCO REGIONALE GENEROSO E GOLE DELLA BREGGIA  
PARCO REGIONALE MONTE CASLANO  
Sig. POGGIATI  
Viale Francini, 17  
CH - 6500 BELLINZONA  
Tel: ++41 / (0)91 / 81 437 09  
Fax: ++41 / (0)91 / 81 444 43  
E-mail: [paolo.poggiati@ti.ch](mailto:paolo.poggiati@ti.ch)

### BIOSPHÄRENRESERVAT ENTLEBUCH

Engelbert RUOSS  
CH - 6170 SCHÜPFHEIM  
Tel: ++41 / (0)41 / 485 88 50  
Fax: ++41 / (0)41 / 485 88 01  
E-mail: [zentrum@biosphaere.ch](mailto:zentrum@biosphaere.ch)  
<http://www.biosphaere.ch>

### BIOSPHÄREN-PARK GROSSES WALSERTAL

Max ALBRECHT  
Landhaus  
A - 6901 BREGENZ  
Tel: ++43 / (0)5574 / 511 - 20095  
Fax: ++43 / (0)5574 / 51 180  
E-mail: [amtdvtr@vtr.gv.at](mailto:amtdvtr@vtr.gv.at)  
<http://www.vorarlberg.at>

### SLOVÉNIE

KRAJINSKI PARK LOGARSKA DOLINA  
Avgust LENAR  
Logarska Dolina 9  
SI - 3335 SOLCAVA  
Tel: ++386 / (0) 3 584 71 11  
Fax: ++386 / (0) 3 838 90 03  
E-mail: [logarska@siol.net](mailto:logarska@siol.net)  
<http://www.logarska-dolina.si>



Annuaire 2001:

### RESEAU ALPIN DES ESPACES PROTEGES

Parc national des Ecrins  
Tél. : ++33 / (0)4 92 40 20 00  
Fax : ++33 / (0)4 92 40 20 01  
Directeur de publication : Guido Plassmann  
Conception – mise en page : Boris Opolka

### Ont participé à ce numéro :

E. Brancaz, D. Buisson, W. Giuliano, A. Götz, C. Grasmick, G. Leeb, K. Placer, F. Ruffini, G. Plassmann, M. Sabatier, B. Schön, R. Siegele, T. Scheurer, A. Weissen, K. Zirm.

### Micropolis - Isatis

F – 05000 GAP  
e-mail : [info@alparc.org](mailto:info@alparc.org)  
Internet : <http://www.alparc.org>  
Coordination : Guido Plassmann, Emmanuelle Brancaz  
Edition : Réseau Alpin

### Traductions :

F. Bibic, A. Bousquet, D. Buisson, I. Cotič, M. Klinar, N. Morelle, D. Moscone, J. Sabotič, C. Volterra

Édité avec le concours du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Région Rhône-Alpes et le Parc national des Ecrins.

Publié en Français, Italien, Allemand, Slovène.  
Reproduction autorisée en citant la source.

Nr. ISSN : 1282-2507

### Merci à nos partenaires institutionnels :

